

# LE ROLE DE L'U. R. S. S. DANS LE MONDE

CHAPITRE I

## LE DOUBLE CARACTÈRE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE SOVIÉTIQUE

La politique étrangère de l'Union soviétique est caractérisée, d'une part, par son antagonisme vis à vis des pays capitalistes, et d'autre part, par son hostilité envers la révolution mondiale. Cela correspond à ce que nous avons appelé, avec Trotsky, le double caractère de l'Etat bureaucratique qui gère une économie planifiée non capitaliste et qui en même temps poursuit une politique intérieure contre-révolutionnaire.

De cette opposition simultanée aux deux grandes forces historiques entre lesquelles se joue le sort du monde résultent les caractères de la politique extérieure du Kremlin ; oscillations « centristes » entre un ultra-gauchisme qui fut poussé à l'extrême vers 1930 et un opportunisme qui alla jusqu'à conclure le pacte germano-soviétique de 1939 ; contradictions, instabilité révélant que cette politique d'équilibre est sans issue.

### a) Cet antagonisme a pour causes :

1. — Le fait que l'économie planifiée ferme le marché russe aux entreprises capitalistes à une période où les contradictions internes du capitalisme se manifestent plus que jamais par l'impossibilité de répartir la production suivant un plan et par la nécessité de trouver toujours de nouveaux marchés.

2. — L'impossibilité du socialisme dans un seul pays :

L'économie planifiée permet la répartition traditionnelle des produits et évite, dans une très grande mesure, la course aux marchés extérieurs. Mais cela n'entraîne nullement que l'U. R. S. S. puisse garder le reste du monde. Elle a, en effet, besoin de produits étrangers, d'aide technique, etc. et surtout, elle subit la pression constante des impérialismes et cela l'empêche radicalement de se développer harmonieusement : le rythme de la course aux armements est fixé par le haut niveau technique des grands pays capitalistes, l'Allemagne, avant cette guerre, et maintenant, les Etats-Unis ; ce rythme, bien trop rapide pour l'économie soviétique est l'une des raisons fondamentales de son déséquilibre, de l'impossibilité où elle se trouve d'élever le niveau de vie des travailleurs et de se

transformer progressivement en une économie socialiste.

Cependant l'économie planifiée a une telle supériorité sur l'économie capitaliste que, en temps de paix, l'U. R. S. S. tend malgré tout à rattraper son retard économique initial ; mais, pour ne pas se laisser attraper, les impérialismes ne reculeront devant aucun moyen, y compris la guerre. La deuxième guerre mondiale s'est déclenchée entre deux blocs impérialistes, mais on sait que l'une de ses raisons fut la nécessité pour les impérialismes de l'un et l'autre bloc de briser l'essor de l'économie soviétique. Quant à la troisième guerre mondiale, on lui donne déjà ouvertement ce but. Nous voyons que, quelques formes que puissent prendre les déclarations de guerre, l'impérialisme a la position offensive et l'U. R. S. S., la position défensive.

### Les positions actuelles

La dernière guerre a profondément modifié les positions respectives de l'U. R. S. S. et des grands impérialismes :

1. — L'impérialisme allemand est brisé, or, il représentait l'arme de choc du capitalisme contre l'Union Soviétique.

L'Europe est partagée, en une partie dont l'U. R. S. S. tâche de faire une zone de protection, un « glacis », et une partie qui pourra tomber sous l'influence des U. S. A., mais qui n'aura plus la puissance offensive propre de l'impérialisme allemand. Or, malgré l'aviation et la bombe atomique l'invasion militaire reste un facteur essentiel dans la guerre. Donc la chute de l'impérialisme allemand représente un immense avantage pour l'Union Soviétique.

2. — Avant la guerre, l'un des atouts les plus puissants de l'U. R. S. S. était la rivalité mortelle des grands impérialismes entre eux. Sa diplomatie s'appliquait, avant tout, à jouer des rivalités constantes de manière à empêcher la formation d'un grand bloc antisoviétique. Or, aujourd'hui, ces rivalités continuent mais leur portée a infiniment diminué du fait qu'elles ne portent que sur des questions secondaires relativement, aucun impérialisme ne pouvant songer à détrôner l'impérialisme yankee. Au contraire, ils dépendent tous, à un point vital, de celui-ci et ils le sui-

vront nécessairement dans sa politique antisoviétique. On peut le constater dès maintenant... La guerre en assurant une hégémonie absolue à l'impérialisme américain a constitué, en fait, le bloc antisoviétique ; c'est là une immense défaite pontique pour l'U. R. S. S.

3. — La position économique actuelle de l'U. R. S. S. résulte de facteurs contradictoires : d'une part le développement de la production en temps de guerre, la création d'industries et de régions industrielles nouvelles, l'accroissement de la technique et de la valeur des cadres, les progrès de la planification ont fait de la Russie la deuxième puissance du monde, en même temps qu'ils lui permettent de se reconstruire plus vite que les pays, même moins détruits, de l'Europe occidentale ; mais d'autre part, les pertes économiques et humaines dues à la guerre (10 à 20 millions d'hommes sont morts ; des régions industrielles entières sont détruites) sont catastrophiques et accroissent l'écart par rapport aux U. S. A., dont le développement a été extraordinaire pendant cette guerre (les indices généraux de production qui étaient dans le rapport de 6 à 10 pour U. R. S. S.-U. S. A. sont passés dans le rapport de 2,5 à 10).

Il faut avoir présents à l'esprit tous ces changements, mais nous n'essaierons pas de les peser entre eux pour répondre en une phrase à la question, d'ailleurs mal posée, de savoir si l'U. R. S. S. a « gagné ou perdu » à cette guerre. Nous ne partageons nullement, comme nous le verrons plus loin, l'optimisme des sphères stalinienne et stalinisantes. Mais nous nous refusons à accepter la position de G. Hirt qui déclare (« IV<sup>e</sup> Internationale » de février 1946, page 13) : « La Russie soviétique a gagné la guerre contre une partie de la bourgeoisie mondiale, mais elle a perdu la guerre contre l'ensemble de la bourgeoisie mondiale ». Ce qui nous choque, ce n'est pas que Hirt considère que les désavantages l'emportent sur les avantages. C'est qu'il confonde encore pour les besoins de son argumentation, la deuxième guerre mondiale avec la lutte bien plus longue et pas encore finie de l'U. R. S. S. et des impérialismes.

C'est l'antagonisme fondamental entre l'U. R. S. S. et les impérialismes ainsi que la rapide formation du bloc antisoviétique qui explique, que, dès la sortie de la deuxième guerre mondiale la scène politique soit dominée par le danger d'une troisième guerre mondiale qui sera encore impérialiste en ce sens que les Etats-Unis poussés par les contradictions capitalistes chercheront à s'ouvrir le marché russe.

## II. - HOSTILITÉ DE LA BUREAUCRATIE A LA RÉVOLUTION MONDIALE ET POLITIQUE DES PARTIS COMMUNISTES

Nous avons vu qu'une des raisons d'être de la bureaucratie soviétique était l'oppression de la majorité des masses travailleuses de l'Union Soviétique. Une poussée de ces masses pour rétablir la démocratie prolétarienne jetterait à terre les privilèges des bureaucraties. Or, une telle poussée libératrice suivrait infailliblement une victoire de la révolution prolétarienne en Europe. L'hostilité à la révolution mondiale est, pour la bureaucratie, une attitude vitale et nécessaire pour sa propre défense en tant que caste dirigeante. C'est une attitude naturelle. La bureaucratie qui gère l'économie d'un point de vue strictement nationaliste, a, elle-même, un caractère essentiellement nationaliste, et serait incapable de diriger la révolution prolétarienne qui nécessite une politique internationaliste. Les bureaucraties étant des parvenus et des privilégiés seraient incapables de se consacrer à la tâche de la libération des peuples. Non qu'ils soient techniquement incapables de faire des plans à longue échéance : la planification, la préparation et la conduite de la guerre témoignent de leurs capacités. Mais on ne prépare pas la révolution sans avoir confiance dans le prolétariat lorsqu'on a acquis sa propre situation en opprimant, en dupant, en méprisant les travailleurs. On a, au contraire, confiance dans la puissance de la technique, des armes, de la police, de la ruse politique, de la propagande la plus abrutissante. Toutes les méthodes d'action de la bureaucratie du Kremlin sont contre-révolutionnaires. L'une des plus importantes est l'étouffement dans tous les pays du sens de classe au profit du chauvinisme le plus abject.

L'étouffement de la révolution prolétarienne fut un but inavoué qui se cacha derrière différents prétextes : pendant la guerre d'Espagne, les mesures révolutionnaires risquaient, disait-on, d'affaiblir la défense contre Franco ; pendant le Front populaire, elles risquaient, paraît-il de provoquer l'intervention de Hitler ; le pacte germano-soviétique et les monstrueuses manœuvres qui l'accompagnaient — arrêt de la lutte idéologique contre le nazisme, orientation pro-capitaliste — furent perpétrées au nom de la défense de l'U. R. S. S. ; pendant la guerre aucune propagande révolutionnaire ne fut faite en Allemagne et la III<sup>e</sup> Internationale fut dissoute sous prétexte d'assurer l'union des Alliés. Depuis la libération, le parti communiste chinois fut, une fois de plus, lâché en faveur de Tchang Kai Chek ; le prolétariat grec fut livré sans secours à la féroce répression de l'impérialisme anglais ; les luttes sociales furent sabotées sous les prétextes les plus divers : défense de l'U. R. S. S.,

crainte des U. S. A., nécessité de « produire », ou sous le simple prétexte que ce n'est pas le moment. C'est, au fond, sans aucun prétexte que Thorez a pu imposer le désarmement des milices, la collaboration avec le M. R. P., etc., et c'est un indice des plus graves. Les zigzags de la politique des partis communistes, les douches écossaises qu'elle a fait subir aux adhérents, les compromissions idéologiques qu'elle a exigées d'eux (en particulier au moment du pacte germano-soviétique), la propagande chauvine, les a désarmés idéologiquement, démoralisés, leur a fait perdre confiance en leurs propres forces au profit de la confiance en l'armée rouge aujourd'hui — mais demain peut-être au profit de l'importe quel bonapartisme ou fascisme.

Cette influence fut contrecarrée par la chute de Hitler et de ses vassaux qui fut comprise et ressentie par les travailleurs d'Europe comme une libération qu'ils ont voulu exploiter pour aller plus loin, ce qui était le seul moyen de prévenir l'oppression des impérialismes anglo-saxons et leurs vassaux. L'évolution actuelle de l'Europe résulte de ces contradictions objectives et subjectives. Mais il apparaît dès maintenant que la bureaucratie soviétique a été fondamentalement incapable d'utiliser les circonstances exceptionnellement favorables que l'après-guerre a créées dans le monde entier pour renverser le capitalisme mondial, son ennemi. La raison profonde en est, nous l'avons vu, son incapacité et sa crainte de la révolution mondiale. Son influence sur les masses travailleuses s'est exercée à chaque instant et dans chaque pays conformément aux intérêts immédiats de la diplomatie soviétique sans perspectives sociales — sinon le maintien en équilibre instable de pseudo démocraties bourgeoises — Dans l'ensemble, elle a favorisé le capitalisme aux dépens des possibilités révolutionnaires. Le discours d'Ivry, par exemple, a fortement aidé l'Etat français à dissoudre les milices ouvrières et à reformer son appareil coercitif.

Au fur et à mesure que se poursuit cette politique, la latitude d'action et même de manœuvre diminue pour les partis communistes. Leur abandon de toute véritable lutte de classe, leur chauvinisme, leur inféodation à l'U. R. S. S., leur bureaucratisation, leur interdisent tout mouvement sérieux vers la gauche. Si dans cette voie, des communistes faisaient autre chose qu'une opposition stérile — comme actuellement en Angleterre — ou une politique aventuriste, si la pression des masses les engageait véritablement sur une voie révolutionnaire, ils seraient automatiquement freinés, combattus, désavoués par leur bureaucratie et devraient s'incliner ou passer sous un autre drapeau. La récente manœuvre gauchiste qui a précédé les élections françaises du 2 juin est symptomatique ; elle n'a qu'une envergure extrêmement limitée, ne cherche qu'à être un moyen de chantage et sera stoppée un jour ou l'autre, sans doute rapidement.

## Les partis stalinien et leur bourgeoisie nationale

A la suite de déclarations du communiste américain Browder, Trotsky avait déclaré, avant 1939, que la perpétuelle capitulation des P. C. devant leur bourgeoisie, leur collusion avec le nationalisme et l'impérialisme les amèneraient, de plus en plus, dans des circonstances décisives où il faudrait choisir entre l'U. R. S. S. et leur impérialisme, à choisir ce dernier. L'exemple de la guerre de 1939 a, dans une certaine mesure, confirmé (Gitton, Clamamus) dans une très grande mesure infirmé (Duclos, Thorez, Marty) ces hypothèses. Il faut, aujourd'hui, voir clairement la situation : la bureaucratie supérieure des P. C. est entièrement inféodée à la bureaucratie stalinienne et fait sa politique, quelles qu'en soient les contradictions et les difficultés. Par contre, les cadres moyens et inférieurs, la masse des adhérents sont très tiraillés entre les intérêts contradictoires et très influencés par le nationalisme. Cette situation actuelle n'a rien d'éternel. La participation ministérielle, la collaboration avec la bourgeoisie sous une forme très générale est un facteur de dégénérescence rapide pour tous les cadres stalinien.

Donnons un exemple. C'est en parfait accord avec Staline que les dirigeants communistes français et allemands jouent des politiques opposées au sujet de l'Allemagne, que les communistes italiens et yougoslaves se disputent Trieste, parce qu'il entre dans le jeu stalinien d'attirer les masses petites bourgeoises, d'exercer un chantage nationaliste sur la bourgeoisie, etc. Mais les masses communistes de ces divers pays sont très démoralisées par cette politique ; les intellectuels et ouvriers communistes français ou italiens ne comprennent pas et désapprouvent la position de M. Molotov sur la Ruhr ou Trieste.

Le chantage à l'action des masses ne prend plus sérieusement sur la bourgeoisie qui sait que la bureaucratie craint autant qu'elle une action vraiment révolutionnaire des masses. La bourgeoisie sait maintenant qu'elle peut sans craintes accepter la collaboration gouvernementale des partis communistes et en tirer profit : les ministres communistes se chargent des tâches gouvernementales les plus ingrates ; le parti, par l'intermédiaire des syndicats ou directement exhorte les ouvriers à « produire » espérant aider le capitalisme indigène à échapper à la tutelle américaine — comme s'il en était capable, même en tirant toute la plus-value possible du travail ouvrier — Bref, le P. C. participe à la gestion d'une économie capitaliste ruinée et pourrie, comme le fit la social-démocratie allemande après 1918. Par cette gestion, il se discredite aux yeux des masses. Ceci à tel point que, dans un avenir peut-être proche, la réaction sera capable de développer l'état d'esprit anticommuniste et antisoviétique éminemment favorable à l'intervention contre l'U. R. S. S. En laissant dans beaucoup de pays d'Eu-